

traiter la question et, si je le comprends bien, seulement cette question. Nous avons appris avec satisfaction que le premier ministre a déjà fait savoir à trois des gouvernements en cause que, de l'avis du gouvernement canadien, ils devraient adopter une attitude positive à l'égard de cette invitation. Il n'a pas dit s'il avait adressé à Londres, Washington et New-Delhi, et aussi à Paris, le genre de message qu'il avait proposé, mais je suppose que c'est aussi chose faite.

Comme d'autres députés, j'ai été questionné à ce sujet, et en réponse à certaines questions j'ai dit que selon mon point de vue personnel les trois puissances occidentales auraient grandement tort d'adopter une attitude négative à l'égard de la conférence proposée par M. Khrouchtchev; j'ai de plus formulé le souhait que le gouvernement canadien fasse des instances auprès d'elles afin qu'elles ne répondent pas à cette invitation par un refus total. Je me réjouis donc, et je suis certain que d'autres parmi nous se réjouissent avec moi, de l'attitude adoptée par le gouvernement.

Reste à savoir comment répondre au mieux à cette invitation si l'on exclut le refus total. Le premier ministre a eu la bonté de me fournir ce matin des renseignements confidentiels sur les derniers événements, et je lui en suis très reconnaissant. Je lui ai dit alors que j'espérais être en mesure de lui poser une question cet après-midi à ce sujet, et je reconnais qu'en formulant ma question j'aurais exprimé mon point de vue sur la façon de répondre à l'invitation. Or je ne pourrai pas poser de question, puisqu'il n'y aura pas d'appel de l'ordre du jour, mais le premier ministre ayant fort à propos soulevé ce point, on me permettra de dire mon avis sur la façon de traiter l'affaire dans la conjoncture actuelle. Car il faut faire vite.

Vu que le gouvernement soviétique a proposé une conférence immédiate sur la crise du Moyen-Orient, et vu que, d'après les journaux, les gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis jugeraient cette invitation inacceptable à cause de la forme qui lui a été donnée,—ce que je comprends, étant donné les termes de l'invitation,—mais vu qu'il serait souhaitable de ne pas repousser catégoriquement cette invitation, ne serait-il pas bon que le représentant du Canada au Conseil de sécurité présente une proposition demandant audit Conseil, qui se réunit en ce moment, de nommer un sous-comité composé des représentants du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France et de l'Union soviétique, et par invitation spéciale, de l'Inde, comité qui serait chargé, sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies d'étudier les

moyens de résoudre la crise qui sévit actuellement au Moyen-Orient? Ce sous-comité pourrait, j'espère, se réunir immédiatement à un endroit à déterminer par son président, le Secrétaire général des Nations Unies; et les pays appelés à en faire partie pourraient être représentés par leurs chefs de gouvernement. Ainsi la réunion grouperait les chefs d'État, mais elle se tiendrait en même temps sous les auspices des Nations Unies et sous la présidence même du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En présentant cette proposition, monsieur l'Orateur, je me rends compte que le premier ministre a bien des renseignements qui ne sont pas à la portée de tout le monde et qu'il peut être au courant de détails ou d'éléments qui influent sur cette proposition; toutefois, je la lui présente pour qu'il la soumette à l'examen du gouvernement et peut-être aussi à l'examen du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce serait aborder l'invitation d'une façon qui montrerait, je l'espère, que l'attitude de l'Ouest à cet égard n'est pas négative et peut, en vérité, avoir des résultats utiles qui aideraient à dissiper la menace de guerre qui, comme une ombre, plane sur le monde en ce moment.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, notre groupe est heureux de constater que le gouvernement s'oppose à renforcer l'avantage politique que constituent, pour l'Union soviétique, les mesures prises en dehors des Nations Unies. Nous sommes également heureux d'apprendre que le gouvernement appuie l'idée d'entretiens au sommet et que le premier ministre demande une réponse positive immédiate à l'invitation de M. Krouchtchev. Nous l'approuvons entièrement; nous pensons que c'est l'attitude la plus utile à l'égard d'une situation très grave.

Encore une fois, monsieur l'Orateur, au nom de notre groupe, j'exprime notre opposition à toute action unilatérale et notre appui soutenu aux initiatives tendant à la médiation des Nations Unies. Nous espérons sincèrement que la médiation aboutira ces jours prochains à une annonce disant que les gouvernements de Grande-Bretagne et des États-Unis ont retiré leurs troupes du Liban et de la Jordanie.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à remercier le chef de l'opposition du souci d'unité qu'il a montré dans cette phase très importante de la tension internationale. Toute proposition de sa part, sera bien accueillie par moi et par mon gouvernement, étant donné l'expérience que possède le député et qu'aucun de nous n'essaiera de diminuer.

L'heure est aux décisions positives. Ce n'est pas le temps de réflexions oiseuses